

Introduction générale

Noëlline CASTAGNEZ, Gilles MORIN et Jean-François SIRINELLI

L'histoire dite du temps présent n'a plus à faire ses preuves d'efficacité historiographique ni à plaider pour un statut de plein exercice épistémologique que plus personne ne lui dénie. Pour autant, l'historien s'aventurant sur ces terres chronologiquement proches reste confronté à de réels obstacles méthodologiques, qui tiennent notamment à deux questions essentielles. D'une part, dans la mesure où sa fonction est de créer un savoir référencé et documenté, jusqu'à quelle date proche cet historien peut-il pousser son investigation tout en conservant à celle-ci un fondement scientifique, constitué par des sources abondantes et croisées permettant d'opérer ce que les tenants de la discipline historique appellent l'administration de la preuve? D'autre part, sur ces rivages d'histoire proche dégagés par l'écoulement du temps, cette discipline se saisit d'objets qu'elle partage en copropriété avec d'autres sciences sociales, et notamment, pour ceux de l'histoire politique, avec la science politique.

Pour ces deux raisons, ce livre – et le colloque du 8 novembre 2010 dont il reprend les travaux – constitue une sorte de laboratoire expérimental. Il rend compte des vertus mais aussi des difficultés de l'histoire politique du temps présent, tout en permettant une collaboration effective avec la science politique. Non, du reste, que celle-ci soit représentée ici à parité avec l'historien : à dessein, au contraire, ce colloque s'est voulu d'emblée pensé et mis en œuvre par des historiens ; le temps est venu, en effet, que ceux-ci se saisissent largement de l'histoire de la V^e République, y compris dans ses décennies proches¹. Mais, on le verra, les historiens rassemblés – auxquels s'ajoutent significativement, tout de même, quelques collègues de pure souche politicien – intègrent, dans leur démarche, les acquis et les méthodes de la science politique. Le laboratoire expérimental est donc aussi un lieu d'hybridation et d'osmose intellectuelle.

1. On pourra, à cet égard, se reporter aux actes du colloque organisé en 2008 au Centre d'histoire de Sciences Po : Jean GARRIGUES, Sylvie GUILLAUME, Jean-François SIRINELLI (dir.), *Comprendre la V^e République*, Paris, PUF, 2010.

Mais il s'agit d'un laboratoire pour un objet dont la légitimité peut être discutée. Certes l'histoire des partis politiques n'est plus guère contestée aujourd'hui, mais l'intérêt pour un parti minoritaire et éphémère – il n'a guère dépassé le quart de siècle d'existence, n'a probablement jamais franchi le seuil des 15 000 adhérents, ni obtenu de succès électoraux – n'est-il pas problématique? Des chercheurs de générations et de sensibilités historiographiques diverses ont estimé que non et se sont mobilisés autour d'un objet commun, sans idée préconçue et avec le seul objectif d'en faire un sujet d'histoire. Un premier colloque publié chez le même éditeur et consacré aux aspects régionaux² de ce même thème avait constitué une belle réussite et avait, de ce fait, ouvert la voie.

En quoi l'histoire du PSU peut-elle dépasser le cercle de l'intérêt des anciens membres ou adversaires de l'organisation et des éventuels amateurs de curiosité? Sans déflorer l'ouvrage, rappelons quelques considérations qui ont motivé les initiateurs de cette recherche. Trois caractéristiques principales de l'organisation retiennent en effet l'attention.

Le PSU est né d'une crise de la gauche qui atteint son apogée avec la guerre d'Algérie mais plus encore du refus de l'instauration de la V^e République et de ses règles politiques nouvelles. Par ce refus de la modernité qu'incarnent alors à leur façon le gaullisme et les nouvelles institutions, et par la recherche d'une autre forme de modernité, le PSU se trouve donc être une sorte de butte-témoin d'une crise générale du système partisan français, du passage d'une République à l'autre, et des transformations des modes de fonctionnement de la démocratie française³. Alors que le Parti socialiste s'est adapté progressivement sous l'influence de François Mitterrand aux logiques des nouvelles institutions, l'échec de cette autre voie s'explique-t-il par sa marginalité primitive et sa vieille forme partisane, qui serait une forme d'archaïsme hérité, ou par des erreurs stratégiques successives? Ou plus simplement par l'impossibilité à terme de l'emporter dans la division du mouvement socialiste?

Tout en maintenant la forme partisane classique, contrairement aux clubs qui font alors florès, le PSU s'est efforcé de transcender les vieux clivages. Tout d'abord, il a surmonté celui entre droite et gauche, par le dépassement de la question laïque et l'intégration des chrétiens dans un camp où ils ont été longtemps très peu présents, voire exclus. Ensuite, le PSU a cherché à refuser – ou à sublimer au temps fort du gauchisme – la coupure classique entre réformistes et révolutionnaires. Cette recherche d'une troisième voie entre social-démocratie et communisme stalinien ou

2. TUDI KERNALÉGENN, FRANÇOIS PRIGENT, GILLES RICHARD, JACQUELINE SAINCLIVIER (dir.), *Le PSU vu d'en bas. Réseaux sociaux, mouvement politique, laboratoire d'idées (années 1950-années 1980)*, Rennes, PUR, 2010.

3. Sur ces phases de transitions, on renverra aux actes du colloque organisé à Rennes par Gilles RICHARD et Jacqueline SAINCLIVIER, *Les Partis et la République, La Recomposition du système partisan, 1956-1967*, Rennes, PUR, 2007.

maoïste n'est pas propre ni à ce temps, ni à la France, comme on le voit ici avec le cas italien. Dans quelle mesure ces éléments qui faisaient sa modernité ne se sont-ils révélés des obstacles au dynamisme et au développement de l'organisation? Que nous apprennent-ils sur la société d'alors, sur des pesanteurs héritées ou nouvelles?

Enfin, le PSU s'est ouvert à de nouvelles préoccupations sociétales d'avenir, telles que la participation des citoyens à la vie politique, la décentralisation, la place des jeunes et la modernisation, voire la subversion des institutions scolaires, l'écologie, ou encore la place des femmes, ce qui lui vaut d'être sur le moment qualifié de « laboratoire d'idées ». La question de la réalité de ces remises en cause, de leur originalité et de leurs éventuels héritages, dans le PS, dans les mouvements écologistes et plus largement dans la société se devait d'être posée.

Par-delà ces trois directions de recherche, le PSU a été témoin et acteur d'un quart de siècle de vie politique française à un degré surprenant pour une telle organisation d'apparence marginale. Les difficultés de la « vieille gauche » l'ont fait bénéficier d'une place spécifique, démesurée par rapport à ses faibles forces, durant la guerre d'Algérie. Puis, les liens noués avec l'UNEF à son apogée et avec le syndicalisme enseignant dans ce combat, puis avec la CFDT, son extériorité du champ politique classique, lui ont permis d'être particulièrement présent dans le long moment 68. Enfin, sa place de parti charnière entre la gauche classique et les mouvements nés de mai 1968, son existence indépendante même, en ont fait, jusqu'aux Assises du socialisme en 1974, un acteur incontournable à gauche. L'unité du mouvement socialiste pouvait-elle être achevée sans l'intégration d'une partie significative des siens? Le long déclin postérieur s'explique-t-il simplement par la capacité des organisations à s'auto-perpétuer ou par des facteurs propres? Ces militants qui sont entrés au PS ont-ils maintenu en son sein une part d'héritage et, le cas échéant, laquelle?

La structure adoptée pour cet ouvrage tient compte de ces réflexions et questionnements. La première partie s'intéresse aux héritages de l'organisation, à la fois en termes politiques, organisationnels, mais aussi identitaires et culturels. La deuxième analyse la recherche – entre Depreux et Rocard serait-on tenté de dire – d'un espace à gauche dans la séquence 1962-1967. La troisième, allant jusqu'aux Assises du socialisme de 1974, est consacrée au « parti de 1968 », période carrefour, à la fois apogée et impasse semblait-il. La dernière phase étudiée est celle du déclin jusqu'au milieu des années 1980, avec l'héritage de ce parti qui, mis à part le parti communiste, a constitué la plus durable scission du socialisme français.

Sa portée se fait encore sentir tant dans les pratiques de gauche que dans la réflexion des chercheurs, comme le montrent cette publication et la précédente sur le PSU vu d'en bas dans les régions et le succès de réunions initiées par ses héritiers, avec à chaque occasion des centaines de personnes qui répondent à l'appel.

Remerciements

Ce travail a renoué avec une vieille pratique propre au Centre d'histoire de Sciences Po, celle de la confrontation entre historiens et témoins. Nous tenons par conséquent à remercier les personnalités qui ont joué le jeu de grands témoins dans les débats, que nous n'avons malheureusement pas pu reproduire : Georges Gontcharoff, Michel Rocard, Robert Chapuis et Michel Mousel. Notre reconnaissance va également à Roger Barralis, Gérard Pringot, les Amis de la Tribune socialiste et la Bibliothèque de Sciences Po qui ont organisé une très belle exposition d'affiches du PSU à cette occasion. Nos remerciements vont enfin au personnel du Centre d'histoire de Sciences Po, Carole Gautier, Dominique Parcollet, Marie-Laure Dagieu et, plus particulièrement, à Véronique Odul qui a réalisé le précieux travail de remise en forme du manuscrit.